

Pour une sociologie  
d'intervention

DU MÊME AUTEUR :

*Au-delà de la sociologie des organisations. Sciences sociales et intervention*, érès, 2008.

*Devenir formateur, une affaire de carrière*, éditions ASH, 2007.

*Les nouvelles approches sociologiques des organisations*, Le Seuil, 2005 (3<sup>e</sup> édition augmentée).

*Principes d'une sociologie d'intervention complexe : la médiation*, L'Harmattan, 2005.

*Pour une sociologie d'intervention revisitée*, érès, 2002.

Gilles **Herreros**

Pour une sociologie  
d'intervention

 **érès**

*Merci à Antoine, Bruno, Eugène, François, Jacques, Jean-Yves,  
Michelle, Philippe, Vincent, Yves-Frédéric et, bien sûr, Sylvie,  
Étienne et Quentin.*

Conception de la couverture :  
Anne Hébert

Édition originale 2002  
dans la collection « Sociologie clinique »

Version PDF © Éditions érès 2012

CF - ISBN PDF : 2243-1

Première édition © Éditions érès 2009

33, avenue Marcel-Dassault, 31500 Toulouse, France

**[www.editions-eres.com](http://www.editions-eres.com)**

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. 01 44 07 47 70, fax 01 46 34 67 19.

## Table des matières

PRÉFACE À LA RÉÉDITION .....	7
L'inflation de la souffrance ordinaire .....	12
Des postures renouvelées .....	17
INTRODUCTION .....	23
Le chercheur face à la demande sociale .....	26
Le risque de l'expertise normalisante .....	29
Le sociologue dans la cité .....	31
Dépasser la sociologie d'intervention classique .....	34
Pour une autre sociologie d'intervention .....	37
1. L'INTERVENTION SOCIOLOGIQUE D'ALAIN TOURAINE .....	45
Le dispositif conceptuel d'une sociologie engagée .....	46
Les formes de l'intervention sociologique .....	47
La vie des groupes artificiellement évacuée .....	50
Une théorie sociale exclusive .....	52
Une sociologie engagée ou dégagée ? .....	55
2. L'ANALYSE STRATÉGIQUE .....	59
Quelques rappels théoriques .....	60
Les caractéristiques de l'intervention stratégique .....	62
À propos de quelques aspects techniques .....	67
Quelle finalité pour l'intervention ? .....	72
Le statut du chercheur et la science procédurale .....	76
3. L'ANALYSE INSTITUTIONNELLE .....	81
Une analyse critique de l'institution .....	82
Une « sociologie impliquée » .....	83
Un outillage diversifié .....	87
Le terrain se dérobe .....	89
Une épistémologie contre-dépendante .....	91

4. LES DIFFÉRENTES PHASES DU PROCESSUS D'INTERVENTION .....	97
La demande n'est pas la commande .....	100
Le « système-client » .....	102
Un dispositif de recherche .....	105
La diversité des outils d'investigation .....	108
La multiplication des occasions de restitution .....	112
Le difficile et hypocrite refus de la prescription .....	115
Quelques pistes pour accompagner la sortie d'une intervention .....	120
5. UNE CLINIQUE MAÏEUTIQUE.....	124
Le sociologue d'intervention : un « tiers » .....	124
Le recours à la <i>mètis</i> .....	126
Un repère : Hermès .....	129
Définition, origines et principales caractéristiques de la clinique .....	131
La friilosité des sociologues face à la clinique .....	136
L'effervescence de la sociologie clinique.....	139
Une clinique non thérapeutique .....	141
La maïeutique .....	144
RÉCIT : Un service d'hématologie .....	148
Une commande périlleuse dans un service hospitalier .....	148
<i>La mort rode dans le service</i> .....	148
<i>Technicité-domesticité : deux types de logiques</i> ...	151
Retour sur la commande .....	154
6. MÉTISSAGES THÉORIQUES .....	159
Visages de l'interférence et de l'indiscipline transdisciplinaire .....	160
Analogie et pluralité d'instances d'analyses .....	165
Le complémentarisme.....	172
La pensée métisse au service du sociologue d'intervention .....	178
Pour des concepts échangeurs.....	181
Le manteau d'Arlequin .....	190
RÉCIT : Une école d'ingénieurs .....	191
Le contexte global de l'intervention .....	192
<i>Une grande école pour un grand corps</i> .....	192
<i>Reformulation de la commande</i> .....	194
<i>Le dispositif de la recherche</i> .....	195
Les formes de l'immersion .....	198

<i>Décalages...</i> .....	198
<i>... éclairages</i> .....	200
<i>Le déroulement de l'enquête comme analyseur</i> ...	202
La dynamique de l'étonnement .....	204
<i>L'adaptabilité au premier poste :</i>	
<i>les principaux ingrédients</i> .....	204
<i>Les limites et les insuffisances comme régulations</i> .	208
<i>Est-il urgent... de ne rien faire ?</i> .....	210
7. UNE SOCIOLOGIE À L'« ÉPISTÉMO »-« LOGIE » ENGAGÉE .....	218
L'engagement n'est pas une trahison .....	219
Le sociologue et les deux faces de l'engagement ..	224
Le sociologue fabriquant du social .....	229
La référence pragmatiste n'est pas un défaut .....	232
L'éthique du lien .....	234
Le réalisme utopique .....	238
Pour une autre conception de l'activité scientifique .....	241
RÉCIT : La multinationale et le syndicat .....	243
Restructuration industrielle et expertise syndicale .	244
Reformulation de la commande et ouverture au système-client .....	246
<i>La problématisation de la recherche</i> .....	246
<i>Le dispositif de l'étude</i> .....	249
<i>Quelques éléments de l'analyse</i> .....	250
L'impossibilité du système-client .....	252
CONCLUSION .....	261
Le métissage généralisé .....	261
Intervention, activité scientifique, expertise : une posture hybride .....	266
BIBLIOGRAPHIE .....	271

## *Préface à la réédition de* Pour une sociologie d'intervention

Les questions soulevées par cet ouvrage n'ont cessé de se poser avec force depuis sa première parution. Quelles sont les finalités pratiques de la sociologie ? Doit-on et peut-on professionnaliser la discipline en dehors du monde de l'université ou de la recherche ? Les sociologues ont-ils une utilité en dehors de leur vocation à préparer au maniement de l'esprit critique ? Ces interrogations, qui ne cessent d'agiter le champ universitaire, ont été également posées sur la scène inhabituelle et beaucoup plus large de la campagne électorale des présidentielles de 2007, lorsque furent évoquées les « formations inutiles » que la collectivité ne pouvait continuer de prendre en charge. Avec quelques autres disciplines, comme les lettres anciennes, la psychologie, la géographie<sup>1</sup>..., la sociologie figurait au rang de ces filières considérées comme des « voies de garage » parce que ne débouchant pas sur des emplois répertoriés. Qu'en est-il ? N'y a-t-il vraiment pas de perspectives professionnelles pour les étudiants relevant d'un cursus en sciences sociales ? Ces questions sont d'autant plus brutales que les sociologues eux-mêmes, évidemment sous d'autres formes et avec d'autres perspectives, se les posent également.

« À quoi sert la sociologie ? » demandaient, encore récemment, quelques grands auteurs de la sociologie française comme R. Boudon<sup>2</sup> ou M. Crozier<sup>3</sup>. *Pour*



*une sociologie d'intervention* propose une réflexion prenant à contre-pied cette prétendue évidence selon laquelle les sociologues auraient vocation à ne servir à rien. Dans ses formes comme dans ses intentions, ce que nous nommons la sociologie d'intervention renvoie à une pratique du métier de sociologue qui suppose une confrontation directe avec des commandes en provenance du corps social. Ici, une entreprise et des entrepreneurs, là une association et ses dirigeants, ailleurs une institution et ses représentants, une collectivité locale et ses élus, un syndicat et ses militants... autant d'entités, de groupements qui peuvent se tourner vers le sociologue et solliciter son intervention.

En d'autres termes, la sociologie telle que nous la concevons et telle qu'elle se trouve présentée ici se révèle être une discipline aux accents éminemment pratiques. Là où certains perçoivent le discours sociologique comme une sorte de dissertation philosophique, une esthétique de la réflexion, nous donnons à voir une pratique sociologique dont les perspectives sont éminemment pragmatiques et dont les effets sont tangibles. Bien sûr, nous ne prétendons pas que les tenants des sciences sociales offrent à ceux qui s'adressent à eux des remèdes miraculeux leur permettant de résoudre toutes leurs difficultés ; néanmoins, nous suggérons qu'en raison même des postures de raisonnement et d'analyse adoptées par les sociologues, les questions qui leur sont soumises se trouvent reconfigurées ; par là même, de nouvelles pistes d'action peuvent émerger. Lorsque des gestionnaires d'obédiences diverses, économistes, financiers, juristes, ingénieurs, techniciens... achoppent durablement dans l'analyse d'une situation, dans la conduite d'un projet, l'introduction d'un changement, l'intervention du sociologue peut offrir un renouvellement de problématisation de ladite situation. Des perspectives d'action inattendues peuvent alors apparaître.

La sociologie, telle qu'elle est exposée dans cet ouvrage du moins, n'est pas une science plus ou moins ésotérique se destinant simplement à renforcer la

culture générale de tout « bon citoyen ». Même si un tel objectif est déjà, en soi, parfaitement louable, les déclinaisons comme les ambitions de cette discipline vont au-delà. Depuis 2002, date de la première parution de cet ouvrage, bien des auteurs ont abondé dans la même direction. Il est possible de sortir de la « forteresse » universitaire et de son confort (plus intellectuel que matériel il est vrai) pour aller se frotter aux commandes, aux demandes qui proviennent du monde économique et social et, en cela, participer d'un nouveau positionnement des sciences sociales.

Ainsi, l'Association des professionnels en sociologie de l'entreprise (APSE), dans le prolongement des travaux de M. Uhalde (2001) et de ses collègues, a continué de se développer, rassemblant parmi ses membres, aux côtés d'enseignants-chercheurs, nombre de professionnels des ressources humaines formés aux sciences sociales. Dans un registre proche et dans la lignée de ses travaux antérieurs, O. Piriou (2005) a précisé les contours de ce qu'elle nomme la « face cachée » de la sociologie, montrant que nombre de professionnels intervenant en entreprise sont aussi des spécialistes de sciences sociales en provenance des filières de formation universitaires. Sous une autre forme, A. Taché (2006) a proposé, quant à lui, le concept de « médiation » pour souligner la fonction opérationnelle des spécialistes de sciences sociales dont il est lui-même l'un des praticiens. Notons également que les diplômés de troisième cycle (master 2 professionnels) préparant les étudiants en sociologie et en sciences sociales aux métiers de consultants, d'agents de développement, de chefs de projets, de chargés de mission, de l'ingénierie sociale se sont également développés et ont confirmé leur attractivité<sup>4</sup>...

Oui, la sociologie et plus généralement les sciences sociales peuvent former des intervenants, des « experts » qui, sur des marchés non protégés, rencontreront des clients, de tous horizons, intéressés par leurs analyses, leurs constructions, leurs façons de poser les problèmes, et par les opportunités d'action que créent leurs interven-

tions. Cette vision paraîtra peut-être angélique à certains ; quand bien même le serait-elle, elle nous paraît préférable à cette paranoïa habitant nombre de sociologues qui se vivent comme des « parias », des professionnels de « disciplines maudites » parce que critiques. Considérant, souvent, qu'ils ne peuvent être entendus en raison même du propos analytique qui est le leur et qui ne peut être que dénonciateur, donc désagréable à recevoir, ils s'enferment dans une logique de marginaux de l'intelligence. Depuis une pareille perspective, l'alternative est simple. Soit le propos est sérieux et scientifique et ne peut donc être entendu, et encore moins vendu à un commanditaire, lequel est toujours présumé n'avoir pour préoccupation que ses intérêts égoïstes forcément exclusifs de toute appétence analytique. Soit la transaction commerciale s'opère et se pérennise, mais c'est alors nécessairement au prix d'une altération de la « justesse » scientifique du discours proposé, l'hypothèse étant alors avancée que s'il est accepté, c'est qu'il a sûrement été vidé de sa substance critique. Ce raisonnement enferme ses tenants. Seuls et isolés ils demeurent, parce que leur science a un rapport avec la vérité, qui n'est pas bonne à entendre comme chacun sait. Utiles et utilisés ils peuvent être, mais c'est alors parce qu'ils ont renoncé à la justesse et à la scientificité de leur discours. À l'instar du mythe de l'artiste maudit, incompris, cette conception sociologique invente la figure du scientifique critique, condamné à l'isolement parce que trop clairvoyant.

Bien sûr, tout comme il n'y a pas que de la naïveté à considérer que les tenants de la sociologie, de l'anthropologie, de l'ethnologie... peuvent trouver matière à exercer leurs compétences sur le marché privé de la consultance ou de l'intervention, il n'y a pas non plus que de la paranoïa à considérer que les analyses procédant des sciences sociales peuvent parfois être très dérangementantes et susciter du rejet. Pour autant, il est plus urgent que jamais pour le sociologue de ne pas abdiquer devant la perspective d'une confrontation avec la demande sociale. Il faut en finir avec le repli sur les lieux

de liberté de pensée que sont supposés être l'Université et les centres de recherche publics<sup>5</sup>. À la frilosité rétractée que certains privilégient, *Pour une sociologie d'intervention* substitue une position d'ouverture et de conquête à la fois. Au sentiment, un rien névrotique, que développe le sociologue qui se vit comme le défenseur de l'objectivité sociologique (synonyme d'une vérité qui désenchanté – et déprime à la fois), laquelle n'est énonçable et réellement recevable qu'au sein des sphères savantes, nous préférons le léger angélisme qui conduit à croire que le sociologue n'a pas besoin de dévitaliser ou d'aseptiser ses analyses lorsqu'il les déploie en milieu non confiné.

Comment répondre aux demandes sociales, comment être soucieux des usages sociaux de la sociologie et des sciences sociales, comment faire œuvre utile, c'est-à-dire accepter d'être utilisé, sans pour autant se laisser instrumentaliser de façon aveugle ? Nous croyons qu'il y a urgence à répondre à ces questions. Dans le contexte d'une modernité fortement secouée par un incessant changement social, avec les incertitudes, les fragilités, les difficultés que celui-ci engendre chez nombre d'individus et de collectifs, les sociologues nous paraissent avoir, plus que jamais, un rôle à jouer. Sans sombrer dans une mégalomanie don quichottesque, ni endosser les oripeaux d'une figure messianique, il revient aux héritiers de Marx, Durkheim et de quelques autres, de se souvenir que les sciences sociales n'ont pas seulement pour vocation de décrire le monde mais bien plutôt de le changer. Changer le monde ? Très vaste programme, trop vaste ! Pourquoi s'y échiné ? À supposer qu'il y ait du réalisme dans cette perspective, on déboucherait sur la question suivante : comment transformer des disciplines perçues ou vécues comme contemplatives (seraient-elles critiques) en outils pratiques de transformations sociales ?

Il y a urgence, croyons nous, à trouver des réponses à ces interrogations. Nous sommes en effet confrontés, aujourd'hui plus qu'hier et peut être moins que

demain, à une *inflation de souffrances* quotidiennes, ordinaires, qui justement parce que quotidiennes et ordinaires, apparaissent comme banales, à en devenir presque acceptables. Sans nourrir trop d'optimisme, ni se bercer de douces illusions sur les chances de voir s'ériger de puissantes digues permettant de résister à cette violence auxquelles renvoient ces souffrances, le sociologue – s'il se définit encore comme un intellectuel – doit contribuer, avec ses moyens, à la construction de quelques remparts protecteurs. Dans cette perspective, il faut qu'il accepte d'aller se frotter aux lieux où cette « barbarie douce » s'exerce. Un pareil projet suppose, pour le moins, de revisiter quelques-unes des *postures* traditionnelles du métier de sociologue.

#### L'INFLATION DE LA SOUFFRANCE ORDINAIRE

Le terme de souffrance est longtemps resté étranger au vocabulaire de la plupart des sociologues ; non que ces derniers aient nié l'existence de cette dimension dans l'existence mais plus simplement parce que ce terme était laissé aux profanes pour ce qui est de son usage courant, ou aux psychologues cliniciens lorsqu'il désignait une pathologie (névrose, psychose...). Selon les périodes et les points de vue, les sociologues lui préféraient les notions d'aliénation, de domination, d'hétéronomie, de violence – symbolique ou non. Depuis quelques années déjà, les pratiques semblent évoluer ; la souffrance est qualifiée de sociale et n'est plus seulement attachée au psychisme. Présente partout, dans le quartier, la famille, l'école, au travail – et pas seulement à l'usine –, la souffrance sociale marque les rapports sociaux. Ici c'est un collectif de salariés qui se sent harcelé, là c'est une catégorie de population qui vit la discrimination, ailleurs c'est une reconnaissance qui n'est pas accordée, un groupe qui s'estime disqualifié. Le concept de domination (comme celui d'aliénation) ne suffit plus à rendre compte de ces situations ; il est trop grossier. Nous voudrions illustrer

le propos par l'évocation de deux interventions récemment réalisées ; elles permettent de donner un visage à cette souffrance dont nous parlons.

Dans le premier cas, il s'agit d'un collectif de jeunes ingénieurs qui, collectivement, tirent bilan, lors d'une session de formation, de leur première année de travail après l'obtention de leur diplôme. Brillants lycéens, sortant tous d'écoles préparatoires où ils ont été aguerris aux raisonnements scientifiques, ayant bénéficié de trois à cinq années d'un enseignement spécialisé dans une Grande École qui les a préparés au diplôme d'ingénieur, ils sont des spécialistes de la résistance des matériaux, experts en ouvrages d'art. Lors de cette session de formation, ils évoquent leur expérience d'une année d'exercice en tant qu'ingénieur. Ils font le récit de quelques-unes des situations auxquelles ils sont confrontés. L'un d'eux évoque l'équipe de professionnels supposée travailler sous sa responsabilité ; les membres qui la composent sont réfractaires à son autorité. Rien de ce qu'il suggère n'est pris en compte ; le collectif refuse tout ce qui vient de lui. Il estime que le groupe se ligue pour effacer sa présence, nier sa place. Évidemment, on peut toujours se demander ce que sont les formes de son management pour qu'une telle collision s'organise contre lui, et s'interroger sur le degré de préparation dont il a bénéficié avant d'être plongé dans cette situation de travail, mais il n'en reste pas moins que nous sommes ici en présence d'une configuration classique de ces situations ordinaires, communes, banales, de souffrance au travail. D'abord, elles surprennent ceux qui les vivent, puis progressivement les fatiguent, les usent, les placent en position d'extrême fragilité. Ce jeune manager, confronté à son impuissance, lui qui peut-être avait imaginé sa position statutaire suffisante pour lui conférer autorité et pouvoir, se retrouve dans une position éminemment délicate. Son échec à piloter cette équipe le meurtrit profondément.

Lors de cette même session de formation, un autre de ses collègues évoque une situation ; très différente

dans la forme, elle est identique dans ses effets. Nommé sur un poste à responsabilité au sein d'une administration centrale, il se retrouve sous l'autorité de quelques supérieurs hiérarchiques (énarques le plus souvent) qui au quotidien, avec courtoisie et convenances assorties, lui signifient sa petitesse. Cantonné à des travaux d'études dont il s'aperçoit très vite qu'ils n'ont d'intérêt pour personne et que parfois ceux-ci ont déjà été réalisés et ont donné lieu à des rapports qui dorment dans une armoire, il se résigne et constate qu'il n'est « qu'un sous-fifre des énarques ». Impliqué à son arrivée, il se laisse gagner, au fil du temps, par la lassitude. Sentiment d'inutilité, vexation, perte de compétences, au quotidien c'est son existence dans la place, sa place et son existence, qu'il finit par interroger.

Cette souffrance au travail n'a rien d'exceptionnel, « pas de quoi en faire un plat ! » diraient probablement ceux-là même avec qui notre jeune ingénieur a maille à partir ; et c'est justement là que se niche la gravité de la situation. *La lutte des places* (de Gaulejac, 1994) n'est pas sans dommage. Lorsque la traduction de cette souffrance s'exprime sous la forme ultime du suicide sur le lieu de travail (comme ce fut le cas chez Renault à plusieurs reprises au cours de l'année 2007), elle est entendue, peut être même reconnue. Mais le plus souvent, parce qu'elle est refoulée, dissimulée, elle est oubliée, niée. D'abord individuelle, elle devient collective. Elle n'est pas une pathologie personnelle mais une expression sociale. Cela ne doit donc pas rester une affaire privée gérée par le seul salarié. Née de relations sociales et affectant les relations sociales, cette souffrance doit être appréhendée par le sociologue d'intervention comme un objet sur lequel il a quelque chose non seulement à dire mais aussi à faire, que ni le psychologue ni le manager ne peuvent entreprendre à sa place.

Avec la seconde illustration, nous nous retrouvons dans un établissement scolaire du second degré de la banlieue d'une grande agglomération. Sollicité pour accompagner la mise en place d'un projet d'établisse-

ment, nous découvrons une situation incroyablement tendue. Les enseignants dépeignent leurs activités quotidiennes ; elles ressemblent plus à une lutte pour la préservation de soi qu'à une réflexion sur les difficultés de la transmission pédagogique inhérentes à la fonction de professeur. Les récits des agressions dont ils se déclarent victimes sont effrayants. Ainsi un enseignant raconte comment un élève se glisse dans son dos pour enflammer, avec son briquet, la blouse d'atelier qu'il porte et qu'il aura juste le temps de retirer pour ne pas brûler avec. Un autre explique comment, en plein cours, il a été la cible de projectiles faits de boules de neige et de vis dissimulées à l'intérieur ; ses collègues avouent ne plus jamais oser tourner le dos à la classe pour écrire au tableau. Un troisième se remémore le tir, dans un des couloirs de l'établissement, d'une fusée porteuse de feux d'artifices qui auraient pu blesser gravement des élèves ou des enseignants. Pendant les entretiens, les personnels que nous rencontrons laissent affleurer la peur qui est la leur. Exercice régulier du droit de retrait, arrêts maladies, demandes d'exclusions des élèves les plus difficiles, autant de stratégies qu'ils déploient mais qui ne suffisent plus à les rassurer et ne constituent plus des moyens suffisants leur permettant de tenir.

Une exploration du côté des élèves, y compris de ceux qui semblent malmener le corps enseignant, laisse entrevoir la même lassitude. L'établissement est décrit par eux comme une prison où tout est possible ou presque, la seule improbabilité sérieuse résidant dans le fait de réussir à apprendre quelque chose en ce lieu. Les élèves se sentent discriminés selon leurs origines ethniques et se disent traités, sans discernement, en délinquants potentiels. La fuite de l'établissement apparaît comme la seule issue souhaitable, mais la plupart se vivent comme captifs de la situation et les départs sont peu nombreux.

En dernier lieu, l'équipe de direction, qui considère que les enseignants ne sont pas à la hauteur pédagogiquement, s'attire les foudres de la communauté des



professeurs. Entre eux, le conflit est ouvert ; pétitions, plaintes au rectorat, demande d'intervention des inspecteurs d'académie, tout l'arsenal des moyens mobilisables lorsqu'un conflit éclate entre équipes pédagogiques et personnels de direction semble avoir été utilisé. Pour ces personnels de direction, la pression est forte et ils ont bien du mal à résister. L'adjoint au directeur est régulièrement en arrêt maladie pour dépression et demande sa mutation, tout comme le principal du lycée ; ni l'un ni l'autre n'obtenant satisfaction sur ce point, ils se sentent captifs de la situation. Dans un tel contexte, la demande de l'institution rectorale d'obtenir, en temps et en heure, un document attestant qu'un projet d'établissement est bel et bien conduit au sein de cette organisation apparaît comme totalement dérisoire et passe pour une quasi-provocation pour nombre des personnels.

Ici, la souffrance sociale n'est pas un vain mot ! La résignation devant l'ampleur des difficultés à résoudre, le sentiment que personne ne parviendra à réaliser ce pourquoi il est là (enseigner pour les professeurs, apprendre pour les élèves, gérer pour la direction) débouche sur le sentiment d'une impuissance individuelle et collective dévastatrice. L'institution scolaire, les autorités de tutelle ont conscience de la gravité de la situation mais semblent autant démunies que les acteurs de terrain.

Dans une telle configuration organisationnelle, il y a urgence, pensons-nous, à tenter de modifier la donne. L'intervention d'un sociologue ou d'un tiers spécialiste de sciences sociales n'est sans doute pas la seule voie possible, elle constitue néanmoins une des pistes d'action envisageable. Par contre, dans un tel cas de figure, l'intervenant ne doit pas perdre de vue que ce qui est attendu de lui par les différents acteurs de l'organisation, ce n'est pas une énième analyse sociologique venant fustiger et « objectiver », encore et encore, les mécanismes par lesquels s'installe la domination et se met en place la reproduction des inégalités dans le champ scolaire. Bien

plutôt, il est espéré qu'il réussisse à « mettre en travail » la situation et, par là, qu'il contribue à modifier la nature des relations entre les différents protagonistes des lieux. Cette « mise en travail » relève d'une démarche qui mêle et attache ensemble une production cognitive originale et des déplacements psycho-affectifs. Ce sont ces objectifs que s'assigne la sociologie d'intervention ; ils supposent un renouvellement important des repères théoriques habituels du sociologue.

### DES POSTURES RENOUVELÉES

L'épistémologie bachelardienne, les postures durkheimiennes qui, par exemple, structurent largement l'ouvrage de référence publié par P. Bourdieu et ses collègues en 1968 sous le titre *Le métier de sociologue*, pour classiques qu'elles soient et bien qu'ayant servi de référence à des générations d'étudiants, ne peuvent plus fournir les repères théoriques dont ont besoin les praticiens de l'intervention. Au goût très prononcé que les travaux classiques affichaient pour « les coupures » et les « ruptures » en tout genre, ce sont les attachements, les associations, les raccords que les tenants de l'intervention vont essayer de valoriser. Formulons cette idée autrement.

Pratiquer l'intervention, c'est non pas simplement accepter de se donner comme objectif l'exercice formel d'une recherche devant satisfaire aux canons classiques de la scientificité, tels que consacrés par le « monde de l'Académie » et ses différentes traditions, mais bien plutôt parvenir à mettre en mouvement, en travail disions-nous plus haut, l'espace au sein duquel s'est déroulée ladite intervention. Entre ces deux horizons, « la scientificité » d'un propos et « la mise en travail » d'un espace organisé, il n'y a pas forcément un rapport d'exclusion réciproque. Mieux, nous pensons qu'il n'est guère possible d'obtenir un déplacement de la configuration des lieux où se déroule l'intervention, s'il n'y a pas un solide détour pratique par les outils d'analyse sur

lesquels le sociologue peut prendre appui. Toutefois le passage analytique ne constitue jamais une fin en soi.

Reprenant la vieille formule prêtée à Kurt Lewin et selon laquelle, il n'y a rien de plus pratique qu'une bonne théorie, la production du chercheur s'étalonne à l'aune de ces deux dimensions mêlées. Cela signifie donc, d'une part, qu'il n'y a pas d'interprétation possible sans outillage théorique, sans recours aux constructions plus ou moins modélisées que fournissent les sciences sociales, et d'autre part, que ce n'est pas à la communauté scientifique seule de définir la pertinence de l'analyse produite, mais bien à ceux à qui elle se destine prioritairement. Évidemment, les « savants » du monde de l'Académie peuvent toujours labelliser ou ostraciser (voire ignorer, ce qui est le cas le plus fréquent) la production du sociologue d'intervention, mais peu importe car ce n'est pas vraiment de cette communauté que dépend le rendement de l'intervention. Ce sont les « profanes » à qui elle se destine qui qualifient prioritairement la valeur du travail accompli. Bien sûr, lesdits profanes peuvent se tromper à propos de ladite « valeur » (tout comme peut aussi se fourvoyer la communauté scientifique). L'intervenant, qui lui aussi est faillible, peut conserver avec eux de solides divergences d'appréciation. Pour autant, ce sont les controverses (entre le tiers et les acteurs ou bien entre les seuls acteurs) nées de l'intervention qui finissent par définir ce que vaut la production que constitue l'intervention. Ce n'est pas le nombre qui fait loi (dans un tel cas de figure, ce serait la démagogie qui risquerait de finir par l'emporter), c'est la façon dont les lieux se trouvent affectés par ce que le travail d'intervention a mis en mouvement : des idées, des textes, des rencontres, des débats, des objets...

Aux étudiants qui se préparent à être des professionnels de l'intervention, nous répétons avec force que lorsqu'ils ont la possibilité d'aller présenter leurs résultats à ceux-là même dont parle leur travail, ils doivent impérativement s'y risquer. Certes, l'exercice est toujours

périlleux et répond à quelques exigences précises, mais toujours, les enseignements qu'il procure dépassent de loin les simples acquis d'une soutenance académique face à quelques enseignants – ces derniers seraient-ils d'éminents spécialistes du domaine. « Ne vous contentez pas d'une présentation de vos réflexions à quelques chercheurs dans un cadre universitaire ! Créez toujours les conditions pour que votre travail puisse être saisi par ceux-là même dont il parle », tel est le conseil prodigué aux étudiants. S'il n'y a aucune vérité définitive dans ce type de confrontation qui oppose un tiers-intervenant et les acteurs d'une situation (pas plus d'ailleurs qu'il n'y en ait lors d'une controverse menée dans le cadre d'un jury universitaire), ce genre de situation recèle tout de même de solides enseignements ; ils vont permettre à l'intervenant d'identifier en quoi son travail est parvenu, ou non, à affecter les lieux où il s'est élaboré.

La posture revendiquée ici est bien loin de celle qui vaut au cœur d'une épistémologie classique plaçant en son centre la rupture entre connaissances profanes et savantes. Elle incarne plutôt la position revendiquée en son temps par P. Feyerabend : pour connaître « tout est bon ! », et tout particulièrement l'établissement de connexions entre entités multiples et diversifiées. En effet, connecter des connaissances en provenance d'horizons multiples permet de déboucher sur un savoir moins arrogant, ne prétendant à aucune forme de pureté savante. À l'instar de Jacques Bouveresse (enrôlé pour la circonstance à contre-emploi) nous croyons que « la démocratie est plus importante que la science<sup>6</sup> » ; les processus de production des connaissances doivent donc, autant que faire se peut, rendre possible la confrontation entre les experts et les profanes. En attachant le travail du scientifique à celui des acteurs d'une situation, le sociologue d'intervention prône, en actes, la réconciliation du « savant et du politique » que Weber s'attachait à séparer.

« Là où vous séparez, mélangez ! » On pourrait ajouter à cette formule : là où la science nomme, caté-